



CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE

2025/27062025/7

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20250627-2706202547-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 04/07/2025

Publication : 04/07/2025

DÉLIBÉRATIONS



Le 27 juin 2025 à 14h38 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au C.C.A.S., 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Zohra AMIMI, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Martine LELAIT, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET, Madame Mireille VACHE-PICAT

Étaient représentées :

Madame Béatrice BOCHET ayant donné pouvoir à Madame Mireille VACHE-PICAT
Madame Geneviève LARMARAUD ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT
Madame Amèle MANSOURI ayant donné pouvoir à Madame Zohra AMIMI
Madame Félicie RENON ayant donné pouvoir à Mme Madame Elisabeth ALAZARD
Monsieur Jean DE BEIR ayant donné pouvoir à Madame Marie DESBORDES,
Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE,

Étaient excusées :

Madame Marie-Françoise MARCASSIN, Madame Katherine COEUFF,

Secrétaire de séance : Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 20 juin 2025



DÉLIBÉRATIONS

7 ENGAGEMENT DANS LE CADRE DE L'APPEL À PROJETS E.S.M.S. NUMÉRIQUE

MESDAMES, MESSIEURS,

Le programme E.S.M.S. numérique, déployé à l'échelle nationale par la Caisse Nationale de la Solidarité pour l'Autonomie (C.N.S.A.), a pour objectif de généraliser l'utilisation effective du Dossier Usager Informatisé (D.U.I.) dans les Établissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux (E.S.S.M.S.). Le D.U.I. est l'outil qui permet de recueillir toutes les données et écrits professionnels utiles pour rendre compte des besoins d'une personne afin de faciliter la conception, la mise en œuvre et l'évaluation de plans personnalisés d'accompagnement, de façon sécurisée et en respectant le règlement général sur la protection des données.

Le pilotage de ce programme est réalisé par l'Agence Régionale de Santé (A.R.S.) de Normandie. Dans ce cadre, elle permet le financement, jusqu'à 21 000 € par établissement, entre autres, pour l'utilisation d'un logiciel « référencé Ségur », soit référencé par l'Agence du Numérique en Santé qui répond aux exigences d'échanges de données, d'interopérabilité et d'intégration des services socles fixées dans le cadre des travaux du Ségur du numérique en santé. Les critères d'éligibilité du projet impliquent notamment, de formaliser une réponse groupée avec au minimum 15 E.S.S.M.S. pour former une « grappe » régionale, pour l'utilisation ou la montée en version du même logiciel.

Aujourd'hui, les 4 résidences autonomie du C.C.A.S. de Rouen sont dotées du logiciel Sonate (éditeur Arpège), non référencé Ségur, donc ne répondant pas aux caractéristiques décrites ci-dessus. Cette solution, n'étant pas spécifiquement pensée pour les structures d'hébergement médico-sociales, ne répond pas à tous les besoins des résidences autonomie, et notamment à la traçabilité sécurisée des événements, des échanges professionnels, des interventions des partenaires, au suivi de l'animation, ni à l'intégration des projets d'accompagnements personnalisés.

De plus, les évaluations de la qualité réalisées en 2024, ont mis en avant la nécessité de s'améliorer concernant le critère 2.2.7, classé comme impératif, relatif à la confidentialité et la protection des informations et données relatives à la personne accompagnée. Le plan d'actions associé prévoit ainsi de redéfinir l'organisation et les pratiques pour renforcer la confidentialité et la protection des informations et données, notamment grâce à l'utilisation d'un logiciel référencé Ségur.

Ainsi, fort de ces constats, après étude conjointe du service des Résidences Autonomie et de la Direction des Systèmes d'Information et du Numérique (D.S.I.N.), une recherche de solution a été réalisée. À la suite de la participation à plusieurs présentations de logiciels, échanges sur les spécificités techniques de ceux-ci, après consultation des différents services impliqués dans l'utilisation du logiciel métier et facturation (Résidences Autonomie, Direction des Finances, et D.S.I.N.), le logiciel retenu est « NETSoins », par l'éditeur Teranga.

C'est pourquoi, il est proposé que le C.C.A.S. de Rouen, pour ses 4 résidences autonomie, rejoigne la seule grappe régionale constituée pour l'utilisation de ce logiciel, portée par l'Etablissement Public Médico-Social (E.P.M.S.) Mer et Bocage, pour leurs 7 structures et services du champ du handicap. Ainsi, il est proposé que Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant signe la convention de partenariat avec l'organisme porteur et les autres organismes gestionnaires, regroupant des établissements et services du champ du handicap et des personnes âgées.

Cette convention permettra au porteur de répondre à l'appel à projets E.S.M.S. numérique, à paraître en juin, et en particulier :

- Organiser et coordonner la réponse à l'appel à projets,
- Assurer la représentation des membres du groupement lors de toutes les étapes du projet,
- Assurer le pilotage du projet au sein du groupement, en lien étroit avec le Comité de pilotage (COPIL),

DÉLIBÉRATIONS

- Procéder à la procédure d'acquisition du D.U.I. en recourant au marché national dédié et porté par la centrale d'achat mandatée par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (C.N.S.A.),
- Recevoir, pour le compte des adhérents et organismes gestionnaires associés, les subventions qui seraient versées par l'A.R.S. Normandie et la C.N.S.A. dans le cadre de l'appel à projets,
- Reverser ces subventions aux adhérents et organismes gestionnaires associés, selon la part qui leur revient, conformément au séquençage du projet défini comme suit :
 - o 50 % au démarrage du projet, à la signature de la convention entre l'A.R.S. et le porteur du projet,
 - o 50 % à la fin du déploiement (fin de la généralisation du déploiement) dès la vérification des critères d'utilisation et réception de la facture de la fin du déploiement de la solution.

La convention engage notamment le C.C.A.S. de Rouen à :

- Participer à la réponse concertée de l'appel à projets et transmettre l'ensemble des informations nécessaires à son élaboration, dans les délais prescrits,
- Respecter le choix du logiciel qui sera retenu,
- Emettre, dans le cadre de l'exécution du marché, les bons de commande correspondant à ses besoins,
- Transmettre à l'organisme porteur les différents éléments de preuve dans le cadre de l'appel à projets.

La subvention de fonctionnement perçue pour l'ensemble de la grappe sera répartie par le porteur en fonction de la nature des établissements, de leurs besoins, et du nombre de place. Un chiffrage du projet et des subventions demandées a été établi dans le cadre du dépôt du dossier. La subvention sollicitée pour les 4 résidences représente 75 418,80 €. Ce chiffrage pourra être amené à évoluer en fonction des négociations entre le porteur et l'éditeur, en fonction de la subvention accordée, et de la répartition entre les établissements.

Le chiffrage prévisionnel du projet est annexé au présent projet de délibération.

Ladite convention est annexée à la présente délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Loi n° 2019-774 du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé,

VU le titre III (volet numérique) de la loi « Ma santé 2022 » - Développer l'ambition numérique en santé,

VU l'instruction N° DNS/DGCS/CNSA/2024/15 du 1er février 2024 relative à la mise en œuvre de la phase de généralisation du programme « ESMS numérique »,

VU l'Appel à projets E.S.M.S. numérique - phase de généralisation - ARS Normandie,

VU les résultats des évaluations de la qualité des résidences autonomie du C.C.A.S. de Rouen,

CONSIDÉRANT la nécessité pour les résidences autonomie, de se doter d'un nouveau logiciel référencé Ségur,

CONSIDÉRANT l'étude conjointe du service des Résidences Autonomie, et de la D.S.I.N.,

CONSIDÉRANT que le logiciel NETSoins représente la solution la plus adaptée techniquement et en termes d'usages aux besoins des différents services concernés,

DÉLIBÉRATIONS

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à :

- Signer la lettre d'engagement dans le cadre de l'appel à projets E.S.M.S. numérique,
- Signer la convention de partenariat annexée au présent projet de délibération.
- Signer tous les documents s'y rattachant,
- Solliciter une subvention de 75 418,80 € pour les 4 résidences autonomie pour l'utilisation du logiciel NETSoins, dans le respect des termes de la convention,
- Acquérir les droits d'utilisation du logiciel NETSoins pour les 4 résidences autonomie, en cas de réponse positive à l'appel à projets E.S.M.S. numérique,
- Inscrire les crédits correspondants :
 - o En dépenses de fonctionnement au groupe III (chapitre 16) « dépenses afférentes à la structure » pour la partie droits d'utilisation de NETSoins,
 - o En recettes de fonctionnement au groupe II (chapitre 18) « autres produits relatifs à l'exploitation » pour subvention de fonctionnement à percevoir par le C.C.A.S.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation



Vanessa RAPITEAU
Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.